

# La guerre américaine en Irak et en Afghanistan : entre vision messianique et ajustements tactiques

Par **Gilles Dorransoro** et **Peter Harling**

**Gilles Dorransoro**, professeur de science politique à l'Université Paris 1 - Panthéon-Sorbonne, est membre du Centre de recherches internationales de la Sorbonne (CRIS).

**Peter Harling** est *Senior Analyst* chargé de l'Irak à l'International Crisis Group (ICG), et chercheur associé au CRIS.

Un même modèle surdétermine l'action américaine en Afghanistan et en Irak : celui de la *conversion démocratique*. Largement manichéen, ce modèle distord les représentations que les États-Unis se font de ces deux pays, de l'ennemi qu'ils y combattent et des forces locales susceptibles de les reconstruire. L'échec de la stratégie poursuivie oblige à une gestion de court terme, à des révisions permanentes, qui finissent par s'opposer aux buts politiques initiaux.

**politique** étrangère

L'objet de notre réflexion est de questionner la stratégie américaine en Irak et en Afghanistan, en comparant la dynamique de ces conflits. Dans l'un et l'autre cas, le renversement d'un régime faible a entraîné la constitution d'une guérilla utilisant le thème universel du djihad, mais implantée dans des régions relativement circonscrites (sud pachtounne en Afghanistan, zones arabes sunnites en Irak). Idéologiquement solidaires, les réseaux de l'opposition armée font circuler les techniques de guérilla entre les deux pays<sup>1</sup>. Le processus de *state building* se heurte dans les deux cas à des obstacles en partie semblables, dans la mesure où l'approche minimaliste de l'Administration Bush butte sur la structuration locale du champ politique. Certaines similarités découlent aussi d'une perception américaine unitaire des deux conflits – dans le cadre d'une « guerre contre le terrorisme » conçue

1. Essentiellement par emprunt de la part des Afghans : notamment les attentats suicide et les bombes télécommandées, deux innovations qui expliquent la brutale montée des pertes américaines sur le sol afghan en 2005.

sur le modèle de la lutte contre le nazisme et le communisme –, combinée à la mise en œuvre ici et là des mêmes pratiques. Enfin, les deux conflits sont historiquement liés, ce qui a initialement été perçu à Washington comme un succès en Afghanistan ayant ouvert la possibilité de l'invasion de l'Irak par validation d'un modèle politico-stratégique réutilisable.

Ironiquement, la *shaping phase*<sup>2</sup> du conflit, censée établir le contexte propice à la phase de stabilisation, a généré les conditions d'une instabilité structurelle qui a fait perdre l'initiative aux États-Unis. Les cadres de perception et la doctrine stratégique du gouvernement américain sont donc un élément central dans l'explication de ces échecs. Nous définirons d'abord le modèle utilisé, avant d'examiner en quoi sa mise en œuvre a révélé des failles majeures, mal compensées par la multiplication des réajustements tactiques.

### Le modèle de la conversion démocratique

Les interventions en Irak et en Afghanistan renvoient à un modèle cohérent qui conjugue une vision messianique du rôle des États-Unis dans le monde, une perception simpliste des sociétés moyen-orientales et une doctrine militaire née du processus de transformation des forces déclenché par la fin de la guerre froide.

Malgré une part de manipulation évidente<sup>3</sup>, dont l'efficacité révèle justement la réalité de ces perceptions dans l'opinion publique américaine, la construction d'une relation dichotomique entre *terrorisme* et *liberté* apparaît au fondement de la stratégie adoptée en Irak et en Afghanistan. Le *terrorisme* renvoie à une définition

lâche de l'ennemi, caractérisé par sa haine de valeurs universelles condensées dans la notion de *liberté* – et naturellement incarnées par les États-

### La guerre contre le terrorisme article repli sur le territoire national et prosélytisme démocratique

Unis. Le territoire américain est donc la cible prioritaire pour l'ennemi, ce qui permet l'articulation entre deux dimensions *a priori* contradictoires de la guerre contre le terrorisme, à savoir le repli sur le territoire national, et le prosélytisme démocratique. Faire sauter les verrous qui s'opposent à la démocratisation des sociétés suffirait en somme à déclencher un processus d'« américanisation » inéluctable.

2. L'expression est employée ici au sens proposé dans la version actualisée du *Small Wars Manual* ([www.smallwars.quantico.usmc.mil/2003smallwars.asp](http://www.smallwars.quantico.usmc.mil/2003smallwars.asp)) des Marines, qui voit dans ce que l'armée française appelle la « phase de coercition » (à savoir la « guerre » dans le langage courant) une phase vouée à façonner et faciliter la phase de stabilisation. Dans la doctrine américaine, néanmoins, la *shaping phase* désigne plus simplement la phase aérienne précédant une intervention terrestre.

3. Cf. le numéro spécial de *Social Research*, "Fear. Its Political Uses and Abuses", vol. 71, n° 4, hiver 2004.

Cette vision nourrit un discours et des pratiques authentiquement manichéens. Les analyses, souvent subtiles et nuancées, de nombre d'experts civils ou militaires n'ont qu'un effet marginal sur un discours officiel et des pratiques concrètes structurées en fonction d'oppositions simples (*with us / against us, good guys / bad guys, terrorist / civilian, moderate / fanatical*), dont la forme paroxystique est représentée en Irak par la frontière *green zone / red zone*. L'idée d'un stock fini d'ennemis conduit quant à elle, notamment, à la traque obsessionnelle des « cerveaux » du terrorisme (Oussama Ben Laden, le mollah Omar, Abou Moussab Al-Zarqawi, etc.) et à la logique du *body count*, dont l'expérience vietnamienne a pourtant prouvé l'inanité.

Ce cadre de perceptions informe la lecture officielle du conflit. Les progrès réalisés sont vus comme autant d'expressions d'une dynamique irrésistible : lents et difficiles, mais inéluctables en raison de la vitalité des valeurs américaines et de la détermination du gouvernement Bush. Les échecs sont attribués aux résistances prévisibles de la part des *evildoers* de tous bords, et les lectures alternatives du conflit sont renvoyées à des réflexes antiaméricains.

Dans ce schéma, les victoires militaires font peu à peu disparaître l'ennemi, qui meurt ou embrasse la démocratie de marché. La notion de *shock and awe* décrit au fond l'expérience pétrifiante de la rencontre avec la puissance américaine, et s'apparente à un moment de conversion aux valeurs américaines. Cette vision explique l'absence d'une politique de communication sérieuse pour rallier les populations, au-delà de *psyops* rudimentaires. Elle conduit surtout à parier sur des dynamiques spontanées, censées enclencher un processus naturel de *nation building* ou *state building*, mais qui en pratique laissent les populations livrées à elles-mêmes. L'absence de toute planification de l'occupation dans le cas de l'Irak et les réticences très fortes à s'engager dans le *state building* en Afghanistan resteraient inexplicables sans référence à ce pari idéologique.

Dans le contexte d'un débat intense autour de l'adaptation des forces américaines à un nouvel ordre mondial, les bombardements au Kosovo ont démontré la puissance des frappes précises et ouvert la voie à une doctrine militaire dominée par des opérations militaires relativement légères, appuyées par les forces spéciales et des forces locales (Armée de libération du Kosovo [UCK], Alliance du Nord, peshmegas)<sup>4</sup>. La puissance de l'aspiration démocratique prêtée aux populations a permis de contourner les objections de certains militaires, opposés en principe au *state building*, supposant une véritable occupation.

4. A. Bacevich, *American Empire*, Cambridge (MA), Harvard University Press, 2002, p. 236.

## L'effet structurant des représentations

La description du modèle ci-dessus met en lumière la contradiction entre une stratégie minimaliste (écrasement militaire de l'adversaire) et des objectifs ambitieux (transformation de la société vaincue), alors même que le discours sur l'aspiration démocratique ne fait que résoudre rhétoriquement cette contradiction. Cependant, la fluidité du jeu politique qui s'amorce après le renversement des régimes ennemis ne remet pas en cause ce cadre de perception. D'une part, les impératifs médiatiques de l'Administration Bush se répercutent localement par la production d'un flot continu d'« indicateurs de succès », qui se traduisent par l'obsession des *metrics*<sup>5</sup>, le fétichisme du calendrier de transition, la multiplication des victoires symboliques – le tout entretenant un véritable phénomène d'auto-intoxication. D'autre part, certains éléments sont perçus comme une validation du modèle : l'opposition armée devient par exemple une preuve de la virulence d'un terrorisme décidément étranger à toute humanité. Les taux élevés de participation aux élections, ainsi que des sondages encourageants, entretiennent par ailleurs l'illusion d'une adhésion massive au projet américain, alors qu'en Afghanistan les discours anti-occidentaux ont rallié les foules<sup>6</sup> et qu'en Irak, les appels lancés par l'ayatollah Ali Al-Sistani en faveur des élections s'inscrivent dans une stratégie qui entend accélérer le départ des troupes d'occupation.

Toutefois les effets attendus de l'aspiration démocratique se heurtent à la structuration locale du champ politique. Dans les deux pays, le pouvoir n'a qu'une prise limitée sur la société. La trajectoire irakienne est, depuis 1991, celle d'une désinstitutionnalisation. En Afghanistan, les talibans

### Dans les sociétés afghane et irakienne, le pouvoir n'a qu'une prise limitée sur la société

n'ont reconstitué un État théocratique que lentement, et sans beaucoup de moyens. À la chute des deux régimes, le vide résultant a permis la (re)constitution de pouvoirs locaux, parfois opposés au retour d'un État central<sup>7</sup>. En Irak, la dichotomie introduite par l'occupant entre un appareil de coercition assimilé à l'ennemi et un appareil technocratique récupérable clé en main a conduit à la dissolution de l'un et à l'effondrement de l'autre. En Afghanistan, les États-Unis ont manipulé les

5. L'absence de progrès continus et cumulatifs en matière de services essentiels est soigneusement documenté dans B. Crocker (dir.), *Progress or Peril? Measuring Iraq's Reconstruction*, Washington, CSIS, novembre 2004.

6. Voir notamment les émeutes du printemps 2005 qui ont pris pour cible les humanitaires à Jalalabad et les bons résultats des candidats qui ont joué sur le nationalisme antioccidental, voire la xénophobie, aux législatives de septembre.

7. Paradoxalement, le processus politique consacre en Irak une fragmentation du pays, tandis que la population, toutes catégories confondues (à l'exception des Kurdes), s'est exprimée dans les sondages en faveur de l'unité nationale et d'un État central puissant (cf. <[www.brookings.edu/iraqindex](http://www.brookings.edu/iraqindex)>).

divisions nationales et favorisé des milices qui se sont révélées militairement inefficaces et politiquement désastreuses. Dans les deux cas, la vassalisation mécanique des gouvernements mis en place, dépendant des États-Unis aux plans militaire et économique, contraint finalement Washington à un exercice d'arbitrage, ce qui était l'image d'une attitude impériale et donne d'autres arguments à l'opposition armée.

### *La construction des acteurs représentatifs*

L'occupation américaine dans les deux pays a redéfini les rapports de force locaux et précipité l'émergence de nouveaux acteurs. Le cadre de perception de l'occupant a joué ici un rôle déterminant. En effet, le choix des acteurs cooptés initialement au sein des processus politiques dépendait à la fois de leurs facilités d'accès à l'occupant (en termes de culture et de réseaux d'influence) et des perceptions très schématiques de celui-ci à l'égard de la société locale. En Irak, les composantes de l'ancienne opposition en exil, dépourvue de toute base sociale, ont été investies de pouvoirs qui ont peu à peu conforté leur crédibilité aux yeux de la population<sup>8</sup>. En Afghanistan, le président Hamid Karzaï, imposé par Washington à une Loya Jirga initialement favorable au roi, s'est révélé incapable de se construire une base politique, mais n'en joue pas moins un rôle pivot avec une équipe d'Afghans revenus des États-Unis. Les tribus irakiennes, dont la cohésion et l'influence n'ont jamais été aussi faibles qu'à la chute du régime<sup>9</sup>, ont retrouvé leur place au sein du jeu politique grâce à l'importance qu'elles revêtaient aux yeux de l'occupant<sup>10</sup>. En Afghanistan, les accords américains avec des milices locales ont eu pour effet de renforcer les mécanismes de segmentation, et d'assurer l'impunité à des criminels de guerre alliés des États-Unis<sup>11</sup>.

Cette sélection, pour arbitraire qu'elle fût, a cependant contribué de manière décisive à façonner le jeu politique. *A contrario*, les acteurs crédibles ignorés par la partie américaine n'ont été pris en compte qu'après

8. Un exemple intéressant est celui de Mishaan Al-Jabouri, proche de Saddam Hussein avant d'opter pour l'exil, et gouverneur autoproclamé de Mossoul au lendemain du renversement du régime. Rapidement écarté en raison de son impopularité, il n'en a pas moins poursuivi sa carrière politique jusqu'à devenir un des principaux représentants présumés des Arabes sunnites.

9. La visibilité et les prérogatives inédites offertes aux tribus par le régime au cours des années 1990 n'ont fait qu'accroître leur dépendance à l'égard du pouvoir central.

10. Une présentation donnée en 2003 par William McCallister, *senior analyst* chargé des questions de défense et de sécurité au sein de l'Autorité provisoire de la coalition (Coalition Provisional Authority, CPA), s'ouvrait ainsi sur la remarque suivante : « Iraq is one vast kinship network of tribes and clans » (« L'Irak est un vaste réseau familial de tribus et de clans »). Elle débouchait sur une conclusion essentielle : « CPA/Coalition forces must penetrate and shape tribal loyalties to support coalition rebuilding efforts and create a safe and secure environment » (« Les CPA/Forces de la coalition doivent pénétrer et modeler les fidélités tribales pour soutenir les efforts de reconstruction de la coalition et créer un environnement sûr et sécurisé »).

11. On pense ici au général ouzbek Rashid Dostum dont les milices (communistes initialement) ont semé la terreur pendant les années 1980 et 1990. Il est par ailleurs responsable du massacre de plusieurs milliers de prisonniers talibans en 2001. De même, le chef moudjahidine Abdul Sayyaf, leader d'un parti extrémiste sunnite, a commis nombre d'exactions contre les populations chiites.

avoir fait irruption dans le jeu politique – c'est le cas de l'ayatollah Al-Sistani et de Moqtada Al-Sadr.

On doit ici souligner que ce jeu politique structuré par la présence américaine débouche, dans un cas comme dans l'autre, sur des mécanismes de régionalisation/communautarisation. La promotion de critères religieux de représentativité stimule et enracine une mobilisation de la population selon des lignes de clivage exacerbées. Si les Kurdes se revendiquent clairement comme tels, les Arabes sunnites et chiïtes tendent aujourd'hui à se réappropriier des identités sectaires qu'ils rejetaient initialement. La répartition sectaire des postes au sein du Conseil de gouvernement formé en 2003 avait scandalisé nombre d'Irakiens. La plupart des mosquées portaient à cette époque des banderoles réaffirmant l'unité du pays, à travers des slogans du type « lâ sunna, lâ shî'a, na'm li wahda al-islâmiya » (ni sunnites, ni chiïtes, oui à l'unité islamique) : un affichage impensable aujourd'hui. Le territoire se désintègre à la faveur de l'extrême fragilité des institutions nationales, au sein desquelles se forment des fiefs partisans qui achèvent de leur ôter toute valeur intégrative. Les processus constitutionnels, au lieu de servir de socle à la reconstruction de l'État, se distinguent par leurs effets pervers<sup>12</sup>. En raison notamment d'une absence de partis politiques, les législatives en Afghanistan marquent un renforcement des puissances ethno-régionales face au pouvoir central. En Irak, le processus constitutionnel organise tout simplement l'éclatement du pays. Aucun acteur ne pouvant prétendre se saisir des institutions centrales et étendre son règne à l'ensemble du pays, le pouvoir central suscite essentiellement des stratégies de prédation, voire de sabotage, de la part de forces politiques dont l'implantation est régionale. Cette dynamique de polarisation sur des lignes sectaires et politiques<sup>13</sup> exprime et aggrave la faiblesse des valeurs nationales, la désintégration en différents fiefs des structures du pouvoir, ainsi que l'épuration des zones mixtes.

### *Une perception contre-productive de l'opposition armée*

Alors que ces deux conflits se caractérisent par leur complexité, par l'ambivalence des populations concernées et par une méfiance quant aux intentions américaines, la désignation de l'opposition armée reste dominée par une vision essentialiste, qui ne reflète pas la diversité et l'ambivalence des motivations de l'ennemi, ni la nature de ses relations avec la population<sup>14</sup>. Ainsi l'opposition armée serait-elle avant tout l'expression d'une résis-

12. Que penser de la disposition qui prévoit, en Afghanistan, qu'en cas de décès ou de démission d'un élu, le candidat qui a obtenu le plus de voix après lui prend automatiquement sa suite ?

13. Les assassinats politiques de dignitaires religieux sunnites et chiïtes font oublier, par exemple, des combats entre tribus alliées au gouvernement et hostiles à celui-ci, dans des zones exclusivement arabes sunnites.

14. En privé, Paul Bremer a ainsi décrit l'opposition armée comme une combinaison d'Al-Qaida et de Saddamistes, arguant cette description sommaire par la formule suivante : « Nous le savons : nous les tuons ». Entretien avec P. Bremer, juillet 2005.

tance aux changements induits par la dynamique démocratique, comme si la présence et les fautes de l'occupant, ainsi que les ambiguïtés des processus politiques, ne jouaient qu'un rôle secondaire. Dans les deux cas, de vastes segments de la population sont suspects de fait, alors que la dynamique de la guérilla dépend justement du rapport qui s'établit entre le pouvoir central et les zones où elle est implantée. Dans celles-ci, une visibilité maximale des moyens de coercition (employés de façon discontinue et apparemment arbitraire) coexiste avec une implantation minimale des services de l'État susceptibles de rallier la majorité passive.

### **La désignation de l'opposition armée par les États-Unis reste dominée par une vision essentialiste**

Dans le cas irakien, l'opposition armée relève en partie d'un phénomène de prophétie autoréalisatrice, illustrant l'effet structurant des perceptions. Une série d'idées préconçues sur la composition arabe sunnite du régime et sur le jusqu'au-boutisme de ses membres<sup>15</sup> ont inspiré à l'occupant une sorte de peur agressive vis-à-vis des zones arabes sunnites, soumises à un traitement beaucoup plus sévère que les régions du Sud<sup>16</sup> (poursuite des soi-disant *dead-enders* et *die-hards*, rafles aveugles, bombardements, discours vexatoires, etc.). À son tour, cette posture a nourri une hostilité croissante de la part des populations concernées qui pourtant s'indignaient initialement des identités confessionnelles prescrites par l'occupant. L'inertie et le caractère réifiant des catégories employées pour décrire l'opposition armée contrastent avec la fluidité extrême de ce phénomène traversé de tensions internes<sup>17</sup>. En Afghanistan, les pratiques de l'armée américaine – torture des prisonniers, bombardements indiscriminés, perquisitions brutales – ont heurté la population pachtoune, pour qui le souvenir de l'occupation soviétique est encore vivace.

#### *Des stratégies de contre-insurrection inadaptées*

L'évolution des pratiques et les capacités d'innovation avérées des forces américaines<sup>18</sup> ne parviennent pas à combler le déficit de doctrine, de

15. Cf. D. Baran, *Vivre la tyrannie et lui survivre. L'Irak en transition*, Paris, Mille et Une Nuits, 2004.

16. Pour un exemple précis, cf. D. Baran. « Quiproquo à Fallouja », *Le Monde diplomatique*, juin 2003, et « Terre brûlée à Fallouja », *Le Monde diplomatique*, décembre 2004. Également sur Fallouja, V. Firmo-Fontan, *Polarization Between Occupier and Occupied in Post-Saddam Iraq: Humiliation and the Formation of Political Violence*, étude inédite, janvier 2004. À Tikrit, les lettres d'information postées sur Internet par le commandant Steven Russell illustrent parfaitement le cercle vicieux des attaques-représailles. Dans son dernier message, il écrit : « there will be no dancing Iraqis on our equipment. We will kill everyone of them that tries » (« Il n'y aura pas d'Irakiens pour danser sur notre matériel. Nous tuerons chacun de ceux qui essaieront de le faire »). Cf. aussi C. Conetta, *Vicious Circle: The Dynamics of Occupation and Resistance in Iraq*, Project on Defense Alternatives, mai 2005, <[www.comw.org/pda/](http://www.comw.org/pda/)>.

17. La lettre en date du 9 juillet 2005 adressée par Zawahiri à Zarkawi, quelle que soit son authenticité (elle a fait l'objet de plusieurs démentis crédibles), reflète fidèlement ces tensions.

18. Cf. « La guerre après la guerre. Enseignements de vingt mois d'opérations de stabilisation en Irak », numéro spécial de *Doctrine*, CDEF, avril 2005.

formation et de coordination dont elles souffrent face à un ennemi non conventionnel. Une adaptation limitée des méthodes n'empêche pas un glissement général vers des pratiques classiques de contre-insurrection, dont les escadrons de la mort en Irak sur le modèle latino-américain. Si quelques cas de torture font l'objet d'enquêtes et de sanctions du côté américain, les méthodes arbitraires d'arrestation et de détention restent la norme et ne remettent guère en question une impunité presque totale de l'occupant. Le président afghan Hamid Karzaï s'est révélé incapable d'obtenir la moindre concession sur ce point lors de son passage à Washington au printemps 2005. La stratégie de sortie privilégiée repose sur la construction d'une armée nationale capable de prendre le relais de l'occupant. Or l'échec est patent dans les deux cas et l'autonomisation des forces armées locales ne paraît pas être envisageable dans les prochaines années.

### La gestion expédiente du court terme

Comment faire le lien entre la rigidité du discours officiel et l'évolution des pratiques sur le terrain, entre un cadre de perception apparemment immuable et une réalité qui semble constamment le contredire ? L'échec de la stratégie poursuivie n'a pas conduit à sa remise en cause globale, mais à la multiplication de coups tactiques, souvent en contradiction avec une logique de stabilisation à long terme.

L'enlisement qui s'ensuit est compliqué par les ressorts idéologiques qui sous-tendent ces conflits tels qu'ils ont été engagés. Tout désaveu de l'argumentaire retenu précipiterait son effondrement. Les dénégations provenant du terrain suscitent au contraire un renforcement obstiné du discours officiel. Dans le même temps, on l'a dit, la critique des médias américains exige de l'Administration la production continue de signaux positifs. Cette tension entre crispation idéologique et nécessités politiques internes se traduit sur le terrain de la manière suivante : l'Administration exerce, plutôt qu'un rôle de coordination et de planification, une pression descendante sous forme de grandes injonctions<sup>19</sup>. Ces injonctions encadrent lâchement une gestion improvisée des difficultés rencontrées sur le terrain. Dès lors, le dispositif opérationnel reste marqué par une faible intégration institutionnelle, une capacité limitée à mettre en pratique les fameuses *lessons learned*, une délégation de l'initiative aux échelons inférieurs de l'appareil militaire, etc. Les rigidités politiques et structurelles du dispositif débouchent sur une gestion expédiente, qui nuit ironiquement aux objectifs affichés par l'Administration.

19. L'exemple archétypique est, en Irak, celui du premier siège de Fallouja. Lire à ce sujet l'analyse édifiante du colonel Boré, *Regard sur une opération américaine de maîtrise de la violence : la 1<sup>re</sup> division de Marines dans Fallujah, Irak, du 5 au 30 avril 2004*, CDEF, mai 2004.



La stratégie de sortie passe dès lors par une révision des ambitions à court terme de l'Administration. Ceci ne doit pas nécessairement être compris comme du cynisme. Cette révision des ambitions reste cohérente avec le cadre de perception de la guerre contre le terrorisme, dans lequel les progrès enregistrés déclenchent des résistances de plus en plus désespérées de la part des « ennemis de la liberté ».

Ces ajustements tactiques entraînent une multitude de contradictions. L'objectif primordial de « libération », à l'origine d'une politique de reconstruction par le vide dans le cas irakien, s'accommode rapidement de tentatives de cooptation des anciennes élites, reproduisant des pratiques antérieures. L'émancipation des populations précédemment assujetties, à travers un processus de transition invoquant des concepts tels que l'*empowerment* ou le *capacity building*, est démentie par la vassalisation des institutions nationales, le contrôle extérieur ou le détournement des fonds de la reconstruction, etc. Le projet d'ingénierie sociale, handicapé d'emblée par une planification minimale, est rendu illusoire par les limites des investissements consentis (volonté de désengagement rapide puis contrôle à distance, instrumentalisation des milices et chefs de guerre). Alors que les responsables impliqués reconnaissent volontiers l'imbrication des différentes dimensions de ces conflits (politique, économique et militaire), ainsi que la primauté du politique sur les autres dimensions, la présence américaine se traduit de façon essentiellement militaire, hormis des interventions ponctuelles dans le cadre d'un processus politique superficiel.

Ainsi, les ambitieuses visées stratégiques de l'Administration Bush, qui s'inscrivent dans le temps long d'un remodelage de la région, s'effacent concrètement derrière les préoccupations propres au temps court du pragmatisme électoral, exigeant des victoires simples et médiatiques (symboliques ou tactiques).

Entre temps, la guerre contre le terrorisme fournit à l'ennemi de précieuses ressources et un terrain d'action où fourbir ses armes, laissant entrevoir la

formation d'une nouvelle génération militante susceptible de succéder aux Arabes afghans. L'argumentaire développé par l'Administration Bush au lendemain des attentats du 11 septembre 2001 est fragilisé par divers scandales, qu'il s'agisse d'intérêts corporatistes ou d'atteintes aux droits de l'homme, qui minent la légitimité d'une guerre dont le ressort moral est pourtant déterminant. Enfin, le registre du *decisive leadership*, fondé sur une forme de droiture et, en politique extérieure, sur une transformation du dispositif militaire en fonction des nouvelles menaces qui pèsent sur les États-Unis, se traduit sur le terrain par une perte de l'initiative, un enlèvement et une constante révision à la baisse des objectifs initiaux.

### **Les ambitieuses visées régionales s'effacent devant le temps court du pragmatisme électoral**

\*\*\*

Si les dynamiques des deux conflits sont en partie comparables, on doit insister maintenant sur une différence sensible. Les États-Unis semblent décidés à engager leur retrait d'Irak dès 2006 ou au plus tard en 2007, alors qu'ils planifient avec leurs alliés une montée en puissance en Afghanistan (plus de 35 000 hommes pour 2006). Tant que Ben Laden sera présent sur la frontière afghano-pakistanaise, un retrait pur et simple des États-Unis est impensable. La gestion des deux conflits va donc probablement diverger de façon significative, même si, dans les deux cas, tout semble prêt pour des guerres civiles plus ou moins larvées, mais durables.

Sur la scène régionale, on peut désormais écarter la perspective d'une reconstitution d'un État irakien capable de remettre en question les intérêts israéliens ou américains. L'imprévisibilité intrinsèque de la situation en Irak brouille cependant le jeu, empêche de se projeter dans l'avenir et renforce la position de l'Iran. En ce sens, l'intervention en Irak, conçue comme l'amorce d'un effet boule de neige, est finalement un facteur de *statu quo*. Les États-Unis ne peuvent guère espérer mieux qu'une stabilisation progressive de la situation en Irak – à moins de subir un véritable revers stratégique, qui créerait une nouvelle fluidité dans le jeu régional et ouvrirait de nouvelles perspectives à l'ensemble des acteurs, y compris eux-mêmes. La montée de l'engagement occidental en Afghanistan (et celle des pertes) indique une crise qui s'approfondit, qui risque de mettre à l'épreuve la cohésion de la coalition rassemblée par Washington.

Du point de vue des perceptions, une nouvelle phase s'ouvre aux États-Unis. La véritable bulle idéologique créée par le mythe de la surpuissance américaine s'est rapidement dégonflée. Certes, le gouvernement américain peut tirer argument de cette conflictualité indéfiniment reproductible que constitue la guerre contre le terrorisme pour justifier son discours et ses actes, mais ses marges de manœuvre décroissent : l'échec du modèle afghano-irakien marque un retour au *soft power*, à un moment où les ressources américaines en la matière sont justement au plus bas. Les États-Unis sont aujourd'hui engagés durablement dans deux conflits qui les amènent à transiger avec tous les principes qu'ils se targuent de défendre. La restauration d'une capacité d'action diplomatique qui ne s'appuierait pas seulement sur les marchandages prosaïques et l'intimidation passe par la restauration d'une image positive des États-Unis. Pour cela, il faudra bien plus que quelques arrangements de surface.




---

#### MOTS-CLÉS :

Irak, Afghanistan, guerre contre le terrorisme, terrorisme